

Questions orales

[Français]

L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

LA PAPETERIE DE MATANE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Expansion industrielle régionale, j'aimerais savoir s'il y a un ministre de l'autre côté qui défend les intérêts des Québécois. On sait que dans le dossier de la péréquation, on n'a pas de réponse. Dans le dossier des pommes de terre, on n'a pas de réponse.

J'aimerais savoir s'il y a un ministre qui peut nous dire, concernant le dossier de la papeterie de Matane, au sujet duquel le ministre de l'Expansion industrielle régionale avait donné sa parole au ministre du Québec, comment il se fait qu'hier, le secrétaire parlementaire, dans un document préparé, disait: «Pour toute décision, il faudrait tenir compte, pour de tels projets, même de l'impact possible d'une aide sur les négociations commerciales en cours avec les Américains.» Est-ce que le fait du retard de la décision d'accorder une aide financière pour la papeterie de Matane est relié aux négociations sur le libre-échange avec les Américains, tel que cela est écrit dans ce texte?

[Traduction]

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, comme le député peut le voir, le ministre de l'Expansion industrielle régionale a dû s'absenter de la Chambre aujourd'hui pour s'occuper des affaires de l'État. Je prends note de la question du député et je veillerai à ce qu'elle soit communiquée immédiatement au ministre, à son retour, pour qu'il y donne réponse.

[Français]

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE RESPECTER SES PROMESSES ET SA PAROLE

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire.

Dans les discussions et les accords qui avaient lieu entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada, il n'était pas question de tenir compte de l'opposition de l'industrie des pâtes et papier, versus la subvention accordée à la papeterie de Matane.

Est-ce que le vice-premier ministre va s'assurer que les Québécois et les conservateurs respecteront leur promesse pour les gens de Matane et respecteront leur parole qu'ils ont donnée au ministre québécois?

[Traduction]

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je ne manquerai pas de transmettre dès son retour au ministre de l'Expansion industrielle régionale les observations du député.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—L'ACCORD SUR L'AUTOMOBILE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, en ce vendredi matin nous savons gré de sa conciliation au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

M. Crosbie: La question!

M. Langdon: Étant donné que Simon Reisman a refusé d'exclure l'Accord sur l'automobile des négociations, et que les dommages qui pourraient en résulter d'après une étude secrète du gouvernement . . .

Des voix: Règlement!

M. Crosbie: Règlement!

M. Langdon: Le ministre va-t-il autoriser expressément aujourd'hui la publication de cette étude qui a déjà rejoint le public, d'après le *Toronto Star*, grâce à des fuites à l'intention du journal?

M. Hnatyshyn: De quel journal s'agit-il?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député ne s'attend sûrement pas à ce que je me fie au *Toronto Star*. Je crois à la réciprocité. Je vais envisager la possibilité d'accéder à la demande du député et de répondre.

M. Crosbie: Ses yeux scintillent de joie.

M. Nystrom: Joe le généreux!

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Puis-je demander au ministre s'il admet maintenant que l'absence de confiance que beaucoup de Canadiens, et pas seulement le *Toronto Star*, ont manifestée au sujet . . .

M. Crosbie: Règlement!

M. Langdon: . . . de la façon dont le gouvernement conduit le dossier du libre-échange vient directement du secret dont il s'entoure pour promouvoir ces politiques? Pourquoi le ministre n'a-t-il pas . . .

M. Crosbie: Règlement!

Des voix: Règlement!

M. Langdon: . . . mieux fait participer la population canadienne à cette démarche?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, ce n'est certainement pas moi qui dirai que la population canadienne souffre du même malaise que les chefs de rédaction du *Toronto Star*.